



NATIONS UNIES

# **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

## **RAPPORT ANNUEL**

(15 MAI 1956 - 29 MAI 1957)

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**  
**DOCUMENTS OFFICIELS: VINGT-QUATRIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 8**

**NEW-YORK**

c) Que le chapitre IV du rapport du secrétariat, intitulé *Estudio del comercio interlatinoamericano* (E/CN.12/869/Rev.1)<sup>40</sup> contient une documentation de base utile pour l'étude des solutions qui pourraient être apportées à ces problèmes,

d) Que la résolution 101 (VI) charge le Comité du commerce d'élaborer des formules concrètes en vue d'éliminer les obstacles qui s'opposent au commerce inter-latino-américain, et notamment de résoudre le problème des transports,

*Décide :*

1. De recommander au secrétariat qu'il prévienne, pour éviter les doubles emplois, des consultations avec le secrétariat du Conseil économique et social interaméricain, et poursuive ses études sur les transports inter-latino-américains et les problèmes y relatifs, en particulier sur les voies de communication délaissées, afin d'aider les pays à adopter des mesures qui tendent à régulariser les transports maritimes inter-latino-américains;

2. De recommander au Comité du commerce d'accorder une attention particulière aux questions relatives au transport, en inscrivant ces questions à l'ordre du jour de ses prochaines réunions.

27 mai 1957.

#### *Résolution 121 (VII)*

RÉPERCUSSIONS DU MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN  
(E/CN.12/462)

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant :*

a) Qu'il est d'un grand intérêt pour tous les pays latino-américains de suivre de près les expériences d'intégration économique actuellement en cours en Europe et celles qui seraient envisagées dans d'autres régions,

b) Que, dans la résolution 102 (VI), la Commission a recommandé au secrétariat de poursuivre, en liaison avec le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, l'analyse entreprise sur les marchés offerts aux produits de base qui présentent une importance essentielle pour l'économie des pays de l'Amérique latine,

c) Que la stabilité et la prospérité économique des pays latino-américains, ainsi que les possibilités qu'ils ont de se développer à un rythme satisfaisant, dépendent dans une large mesure du volume et de la valeur de leurs exportations de produits de base, lesquelles sont à leur tour fonction de la situation des marchés disponibles,

d) Que la création de la Communauté économique européenne et la constitution éventuelle d'une zone européenne de libre-échange peuvent avoir des répercussions sur les possibilités d'écoulement et sur les prix des produits de base latino-américains sur les marchés mondiaux, dans une mesure dont il n'est pas encore possible de préciser l'ampleur,

e) Que les progrès effectués vers l'intégration économique de l'Europe, bien qu'ils méritent la sympathie des pays latino-américains, font craindre à ceux-ci qu'elle n'aboutisse à l'instauration, au moins temporaire, d'un régime de commerce préférentiel, ainsi qu'à une diminution possible du taux d'accroissement des investissements européens en Amérique latine,

*Décide :*

1. De prendre note avec intérêt de l'étude préliminaire présentée par le secrétariat au sujet des répercussions possibles du marché commun européen sur les exportations latino-américaines (E/CN.12/449 et Add.1);

2. De recommander au secrétariat de continuer à suivre avec attention l'intégration économique de l'Europe et d'autres régions, et de communiquer aux Etats membres tous renseignements pertinents;

3. De demander au secrétariat d'étudier les perspectives du marché mondial pour les produits de base latino-américains, en tenant spécialement compte des conséquences que peuvent avoir le marché commun européen, la création éventuelle d'une zone de libre-échange en Europe, ainsi que d'autres projets analogues;

4. De recommander que ces études soient menées sur des bases assez larges, de façon à couvrir à la fois les effets indirects que pourraient avoir à l'égard du commerce latino-américain les répercussions éventuelles de l'intégration européenne sur des pays tiers, et l'évolution probable du commerce des produits de base latino-américains dans un avenir raisonnable;

5. De demander au secrétariat qu'il s'efforce de coordonner les études ainsi entreprises avec les autres études du même ordre que pourraient effectuer les secrétariats de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, ainsi que d'autres organismes compétents des Nations Unies;

6. De recommander aux Etats membres de la Commission et particulièrement aux pays latino-américains :  
a) de rechercher s'il conviendrait d'avoir recours à une procédure de consultation en ce qui concerne les répercussions possibles du marché commun européen, et  
b) d'assister, selon leur capacité, aux réunions internationales où seraient examinées les questions relatives au marché commun européen ainsi que les conséquences qu'il peut avoir pour l'économie et le commerce de l'Amérique latine.

27 mai 1957.

#### *Résolution 122 (VII)*

COMMERCE DES PAYS SANS LITTORAL  
(E/CN.12/463)

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant :*

a) Que lors de leurs séances plénières du 9 août 1956 et du 20 février 1957, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies ont adopté,

<sup>40</sup> Publication des Nations Unies, n° de vente : 1956.II.G.3.

respectivement, les résolutions 614 (XXII) et 1028 (XI), dans lesquelles on « attire l'attention [des commissions économiques régionales des Nations Unies] sur l'intérêt qu'il y aurait à étudier les difficultés qui s'opposent à l'accroissement du volume du commerce international » et on « invite les gouvernements des Etats membres à reconnaître pleinement, dans le domaine du commerce de transit, les besoins des Etats membres qui n'ont pas de littoral », et

b) Que le développement économique des pays sans littoral dépend dans une large mesure de l'établissement, pour leur commerce de transit, de conditions qui leur permettent d'accroître comme il convient le volume de leurs échanges internationaux;

*Décide* de recommander aux gouvernements des Etats membres de faciliter, dans toute la mesure du possible, l'expansion du commerce international des pays sans littoral.

27 mai 1957.

#### *Résolution 123 (VII)*

#### INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (E/CN.12/464)

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Tenant compte* de ce que le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale, créé en 1952 en application de la résolution 9 (IV), a tenu sa quatrième session ordinaire à Guatemala, en février de cette année, et a présenté un rapport sur cette réunion et sur les activités entreprises au cours de l'année précédente,

*Considérant* la très grande importance pratique des travaux de ce comité pour le développement économique et l'intégration de l'Amérique centrale, et l'utilité que présente l'expérience acquise par ce comité pour les autres projets d'intégration et de coordination économique ainsi que pour l'expansion du commerce intra-régional, dans différentes zones de l'Amérique latine, et

*Tenant compte* du rapport (E/CN.12/431) qui porte sur la collaboration et l'aide fournies par le secrétariat à ce comité, ainsi que sur l'assistance technique en vue de la réalisation du programme, qui a été accordée par l'Administration de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les autres institutions spécialisées;

*Décide :*

1. De prendre note avec une grande satisfaction des activités entreprises et des résolutions adoptées par le Comité de coopération économique, ainsi que des travaux effectués par le secrétariat et par les organismes des Nations Unies qui fournissent une assistance technique en vue de la réalisation de programmes;

2. De féliciter le Comité des progrès qu'il a accomplis et, en particulier, des résultats concrets qu'a obtenus l'Ecole supérieure d'administration publique de l'Amérique centrale, de la création récente de l'Institut de recherches et de technologie industrielle de l'Amérique centrale, des travaux sur l'unification de la nomen-

clature douanière et la coordination statistique, des études et projets destinés à faciliter le développement de nouvelles industries, et de la participation croissante qui est donnée aux initiatives privées de l'Amérique centrale dans l'orientation et la planification de l'intégration économique de la région; et de recommander audit Comité de poursuivre la réalisation de ses programmes de travail;

3. De prendre note de l'importance de l'œuvre accomplie par le Comité à sa quatrième session ordinaire lorsqu'il a obtenu l'accord des Gouvernements du Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador au sujet de la prochaine signature d'un traité multilatéral de libre-échange et d'intégration économique de l'Amérique centrale et d'un traité régissant les industries centre-américaines susceptibles d'être créées dans le cadre de ce programme d'intégration;

4. De recommander aux Etats membres de la Commission d'étudier les modalités et l'état d'avancement du programme d'intégration économique de l'Amérique centrale, qui représente une expérience des plus utiles pour l'évaluation éventuelle d'autres projets analogues en Amérique latine, en particulier des projets relatifs au marché régional latino-américain dont le Comité du commerce et la Commission ont entrepris l'étude.

27 mai 1957.

#### *Résolution 124 (VII)*

#### ASPECTS SOCIAUX DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (E/CN.12/465)

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant :*

a) Qu'il est hautement désirable de considérer les aspects sociaux en même temps que les problèmes économiques proprement dits du développement économique,

b) Que, comme il est dit dans la résolution 82 (VI) adoptée le 15 septembre 1955, les Etats membres ont pour préoccupation essentielle d'améliorer la condition humaine ainsi que le niveau de vie et le bien-être des peuples du continent américain,

c) Que, en dépit du fait que le secrétariat de la Commission a nettement reconnu ce qui précède, comme le montrent quelques-uns des documents présentés, il devrait élargir son champ d'activité dans ce sens,

*Prend note avec satisfaction* du rapport du secrétariat sur les aspects sociaux du développement économique (E/CN.12/437), et

*Recommande :*

1. De poursuivre ces activités, en liaison avec les autres organismes des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains, et dans la mesure où le permettent les attributions de ces différents organismes, en leur donnant le caractère d'un ensemble organique au service du progrès économique et social de l'Amérique latine;